

MAIRIE DE MALREVERS
43800 MALREVERS TEL 0471085188 FAX 0471081713

République Française
Département de Haute – Loire

NOMBRE DE CONSEILLERS

L'an deux mil quinze le 30 AVRIL à
20 heures30
Minutes
Le Conseil Municipal de la Commune de
MALREVERS

En exercice : 15
Présents : 08

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la
Mairie sous la présidence de Mme PIGER
Geneviève, Maire

Absents excusés
07
Votants 08

Date de la convocation 23/04/2015
Présents : PIGER LE MARRE TERRASSE
FERT CHAPON PRALONG FAYET BONNET

Absents GRANGEON BETHERY SERVEL JUSSAC MORELL
SOBOZYNSKI VINCENT



Délibération N°14

Objet : Instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de MALREVERS sur les Zones U et AU du PLU

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-24 et L 2122-22-15° ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants,
L 300-1, R 211-1 et suivants ;

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal en date du 16 Janvier 2014

Vu la délibération du conseil municipal en date du 19 JUIN 2008 donnant délégation au maire pour
exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain ;

VU la délibération du 16 Janvier 2014 instaurant ce droit de préemption urbain sur le territoire de la
commune de MALREVERS sur les zones U et AU du PLU

Considérant l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption simple , sur les secteurs du
territoire communal de MALREVERS (voir plan annexé) lui permettant de mener à bien sa politique
foncière ;

**Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur ;
Après en avoir délibéré ;**

Le conseil municipal

Par 11(ONZE)voix pour, 0(zéro) voix contre, 0(Zéro)abstentions,

Décide d'instituer un droit de préemption urbain sur les secteurs du territoire communal inscrits en
zone U et AU du PLU et dont le périmètre est précisé au plan ci-annexé.

Rappelle que le maire possède délégation du conseil municipal pour exercer au nom de la commune
le droit de préemption urbain.

Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera
insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 211-2 du code de
l'urbanisme, qu'une notification en sera faite au lotisseur et/ou à l'aménageur concerné(s) (le cas

al

échéant), qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du code de l'urbanisme.

Dit qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intention d'aliéner, les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Fait à MALREVERS le 30 AVRIL 2015

Le Maire
Geneviève PIGER

